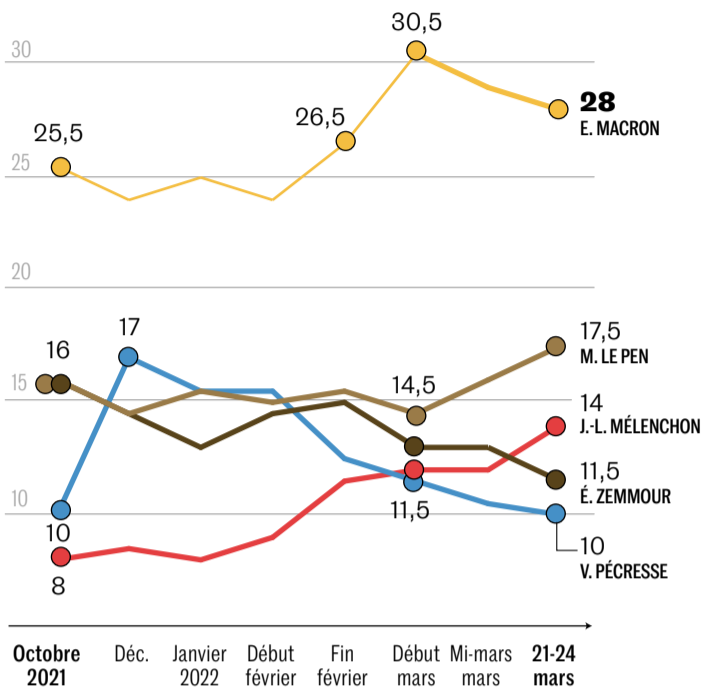


## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

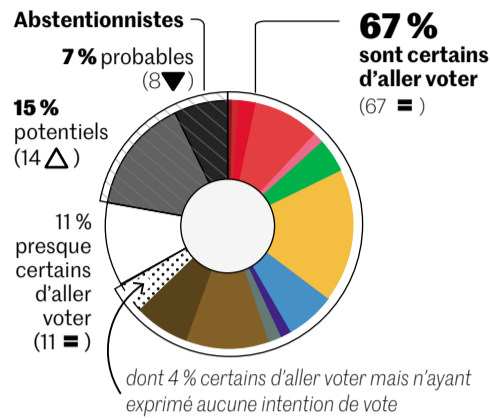
## Eric Zemmour et Valérie Pécresse décrochent

## Evolution des intentions de vote au premier tour

Seules les intentions de vote supérieures ou égales à 10 % sont représentées.

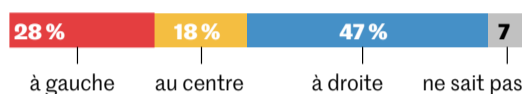
Intention d'aller voter au premier tour  
(rappel de l'enquête du 10-14 mars 2022)  
et poids des candidats sur l'ensemble  
des électeurs dans le corps électoral

△ en hausse ▼ en baisse = pas de changement



## Autopositionnement politique

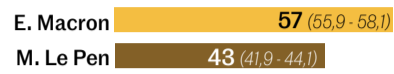
Sur une échelle de gauche à droite, où diriez-vous que vous vous situez ?



## Intentions de vote au second tour

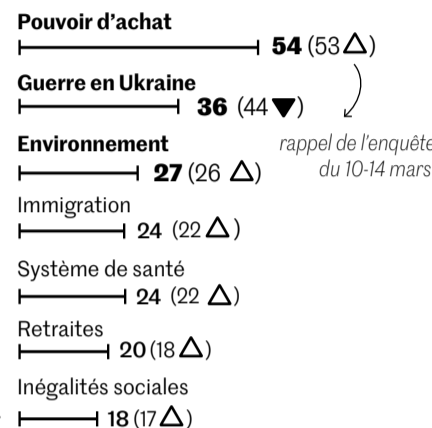
Quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au second tour s'il avait lieu dimanche prochain ?

En % des personnes certaines d'aller voter



Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus quand vous pensez à la situation du pays ?

En % des personnes interrogées



## Le désintérêt pour la campagne

Parmi les raisons suivantes qui peuvent expliquer que l'intérêt pour la campagne est plus faible, quelles sont les deux qui se rapprochent le plus des vôtres ?

Vous avez l'impression d'entendre toujours la même chose depuis longtemps, il n'y a rien de nouveau

41%

La situation en Ukraine fait qu'il est difficile de s'intéresser à la campagne

26%

Les jeux sont déjà faits, il n'y a pas de suspense sur le résultat

22%

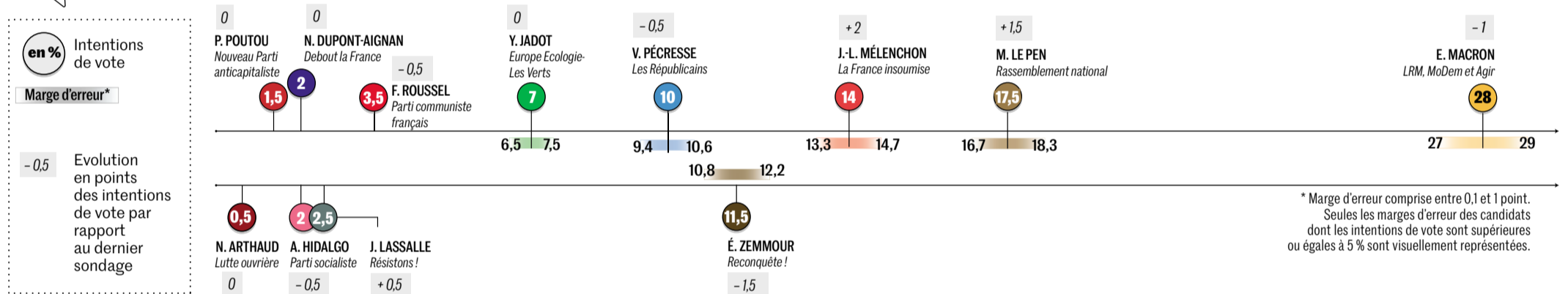
Il y a trop de polémiques, de conflits, d'agressivité dans la campagne

21%

Les candidats ne parlent pas assez des sujets qui vous préoccupent

21%

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au premier tour ?



Sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof, réalisé par Internet du 21 au 24 mars 2022 sur un échantillon de 13 269 personnes représentatif (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus, dont 8 552 personnes certaines d'aller voter, et ayant exprimé une intention de vote.

Infographie Le Monde

## La bataille des trois « votes utiles »

Macron, Le Pen et Mélenchon creusent l'écart en tête des intentions de vote au premier tour

Cela fait plus d'un an que Jean-Luc Mélenchon le répète : il faudra compter sur lui lors de la dernière ligne droite de la campagne présidentielle. A deux semaines du premier tour, le candidat de l'Union populaire bénéficie, en effet, d'une dynamique qui le place à la troisième place dans les intentions de vote, derrière Emmanuel Macron et Marine Le Pen : M. Mélenchon atteint 14 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,7 point), soit une progression de 2 points depuis la mi-mars. Il passe devant le polémiste d'extrême droite Eric Zemmour, qui perd 1,5 point sur la même période (11,5 %, marge d'erreur de plus ou moins 0,7 point).

Marine Le Pen reste en deuxième position et continue sa progression : elle gagne 1,5 point pour atteindre 17,5 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point). Le président candidat, quant à lui, continue de se tasser, même s'il fait encore largement la course en tête, avec 28 % (baisse de 1 point, marge d'erreur de plus ou moins 1 point). Ce sont les principaux enseignements de la huitième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès, pour Le Monde.

La force de notre panel est son amplitude, puisque l'échantillon utilisé est de 13 269 personnes. Les intentions de vote au premier tour sont calculées à partir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote », soit 8 552 personnes. Résultat : les mar-

ges d'erreur pour le premier tour sont très faibles, comprises entre 0,1 et 1 point. L'enquête a été réalisée du 21 au 24 mars, soit une dizaine de jours après la précédente. Les dynamiques observées en sont d'autant plus notables.

La théorie du « trou de souris » pour se qualifier au second tour, mise en avant par Jean-Luc Mélenchon, serait-elle possible ? Même si M. Macron et M<sup>me</sup> Le Pen distancent toujours le député des Bouches-du-Rhône, ses partisans veulent y croire. Selon eux, la surprise est possible grâce au mécanisme du vote utile. Les mélenchonistes préfèrent parler de « vote efficace », mais l'idée est la même : aspirer les électeurs des autres candidats de gauche et une partie des abstentionnistes en agitant l'espoir d'une présence au second tour.

D'ailleurs, la progression de M. Mélenchon s'explique en partie par des transferts de votes venant aussi bien des électeurs de Fabien Roussel, de Yannick Jadot que d'Anne Hidalgo. En clair, peu importent les divergences et même l'antipathie que peut susciter l'ancien sénateur socialiste chez certains Français. C'est le mieux placé, donc il faut amplifier sa dynamique pour coiffer au poteau l'extrême droite.

L'électorat de gauche est épuisé des querelles intestines. Ils sont 46 % à trouver que la gauche est trop divisée et 28 % à estimer qu'elle n'a plus de leader à la hauteur. Toute l'argumentation des équipes du candidat de la gauche radicale joue donc sur ces deux cordes : l'unité dans les urnes autour d'un personnage charismatique et de son programme.

C'est pour cela que, comme lors de ses deux précédentes campagnes présidentielles, en 2012 et 2017, la montée en puissance de M. Mélenchon culmine avec les grands rassemblements de Paris (le 20 mars) et de Marseille (le 27 mars). Ces démonstrations de force sont là pour impressionner les électeurs hésitants.

Car ce camp politique se distingue aussi par une grande volatilité. Si 60 % des personnes voulant voter pour M. Mélenchon se déclarent « sûres » de leur choix, elles sont seulement 38 % chez Yannick Jadot, 39 % chez Anne Hidalgo et 47 % chez Fabien Roussel. Les choses peuvent donc encore bouger. De même, parmi les hésitants, 29 % des communistes et 21 % des écologistes se reporteraient sur M. Mélenchon.

## LE PEN, L'ALTERNATIVE

Jean-Luc Mélenchon n'est pas le seul à compter sur un mécanisme de vote utile. Marine Le Pen aussi veut en profiter. Depuis sa défaite en 2017, la leader d'extrême droite entend incarner l'alternative anti-Macron, faisant de chaque élection un référendum contre le chef de l'Etat. Le message est donc simple : pour battre M. Macron, il faut voter Marine Le Pen puisque c'est elle qui ferait le mieux contre lui en cas de second tour (43 %, marge d'erreur de plus ou moins 1,1 point). Argument qui semble porter à l'extrême droite, puisque M<sup>me</sup> Le Pen tire sa dynamique en profitant, entre autres choses, d'un transfert d'électeurs venant de chez Eric Zemmour.

Mais avant de devenir « l'anti-Macron », Marine Le Pen devait

## L'ÉLECTORAT DE GAUCHE SE DISTINGUE PAR UNE GRANDE VOLATILITÉ. LES CHOSSES PEUVENT DONC ENCORE BOUGER

d'abord retravailler son image, se rendre moins sulfureuse. La candidature d'Eric Zemmour a contribué à la normaliser, alors même que la députée du Pas-de-Calais n'a pas modifié le fond de ses propositions. Comme souvent avec Marine Le Pen, les idées ne changent pas, mais les priorités se modifient. Ainsi, le cru 2022 du « marinisme » met en avant les thématiques économiques et sociales autour du pouvoir d'achat, tout en reléguant les questions d'insécurité et d'immigration au second plan, mais sans rien abandonner de leur radicalité. En somme, la candidate du Rassemblement national (RN) et ses conseillers n'ont rien inventé. Ils ont simplement déplacé les meubles.

Cette stratégie n'est pas nouvelle. Elle a déjà fonctionné pour elle il y a plus de dix ans, en 2011, lorsqu'elle a pris les rênes du Front national (ancêtre du RN) face à Bruno Gollnisch. Comme aujourd'hui Eric Zemmour, M. Gollnisch représentait une sorte de pureté idéologique, très dur sur le fond. Et comme aujourd'hui, Marine Le Pen avait pris son adversaire sur sa gauche, mettant en avant sa ligne « sociale » et une image apaisée.

Les effets de cette stratégie sont visibles : M<sup>me</sup> Le Pen inquiète en-

core 51 % des sondés, mais ce chiffre perd deux points en un mois. Elle apparaît surtout pour une majorité (59 %) comme voulant « changer les choses ». Et si elle suscite l'antipathie pour 50 % des personnes interrogées, 29 % la trouvent « sympathique », en deuxième position derrière M. Macron (32 %). Autre indicateur positif pour M<sup>me</sup> Le Pen et qui tend à montrer sa normalisation : 50 % des sondés ne voteraient en aucun cas pour elle. Un score bien moins important qu'Eric Zemmour (64 %), Jean-Luc Mélenchon (53 %) et... Anne Hidalgo (55 %).

## MACRON, LE VOTE « MODÉRÉ »

Enfin, un troisième vote utile se met en place, celui autour d'Emmanuel Macron. Hybride, ce phénomène mêle plusieurs dimensions. D'abord, le désir de stabilité dans une période qui se caractérise par une concomitance de crises, aussi bien sanitaire, économique qu'internationale, avec la guerre en Ukraine. Une majorité (64 %) se dit ainsi satisfaite de l'action du chef de l'Etat et 61 % lui font confiance sur le sujet.

La volatilité de la situation internationale favorise la personnalité déjà installée au pouvoir, qui n'a pas besoin de prouver sa stature de présidentiable, et qui apparaît, à tort ou à raison, comme le garant d'une stabilité intérieure. Dans ce sens, 65 % des personnes interrogées jugent qu'il a l'étoffe d'un président, 64 % qu'il est capable de faire face à une crise grave. Plus globalement, 29 % des sondés sont satisfaits de son bilan (38 % se disent insatisfaits, 33 % ni l'un ni l'autre), soit presque le ni-

veau de mai 2017, juste après son élection. M. Macron bénéficie en outre d'une importante sûreté de vote (77 %) et d'un important pronostic de victoire (72 %, cinq points de plus en trois semaines).

Avec comme principale poursuivante Marine Le Pen, M. Macron peut espérer être le vote utile contre l'extrême droite. En cas de duel avec M<sup>me</sup> Le Pen, M. Macron bénéficierait d'un bon report de voix des électeurs socialistes et écologistes, mais aussi venant des Républicains, dont la candidate Valérie Pécresse ne semble plus en mesure de se qualifier pour le second tour (10 %, marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point).

Emmanuel Macron incarnerait ainsi un vote « modéré » allant du centre gauche à la droite. Car, dans ce scénario, la moitié des électeurs mélenchonistes s'abstiendrait, 21 % d'entre eux mettraient un bulletin Le Pen, 29 % voteraient pour le président sortant.

Cependant, rien n'est joué et certains indicateurs pourraient inquiéter les équipes du président candidat. Car l'hypothèse d'un vote utile comporte une difficulté pour M. Macron : rassembler non pas autour de son projet, mais simplement par défaut. Ainsi, seulement 31 % des électeurs potentiels du président sortant le choisiraient parce qu'ils estiment qu'il est proche de leurs idées ; 56 % optent pour ce choix parce qu'ils ont confiance en lui, 13 % pour faire barrage à un autre candidat. Une faiblesse d'adhésion au projet qui peut constituer une difficulté majeure pour les élections législatives de juin. ■

ABEL MESTRE

## Richesse et vote, une relation pas si simple

Les résultats de la huitième enquête électorale permettent de voir des tendances selon la nature du patrimoine

Selon la dernière enquête de l'Insee, « Histoire de vie et patrimoine », 10 % des ménages français détenaient près de la moitié du patrimoine total en 2018. Les 10 % des ménages les plus riches disposent d'un patrimoine de 607 000 euros, contre 3800 euros pour les 10 % des ménages les plus pauvres. Ce chiffre fait écho au travail de l'économiste Thomas Piketty, qui a documenté l'ampleur des inégalités de richesse en France, qui se révèle plus forte en termes de patrimoines qu'en termes de salaires. De telles disparités peuvent-elles modifier le choix de vote des électeurs ? Les électeurs riches dotés en patrimoine ont-ils des comportements électoraux atypiques ?

Quand on parle de patrimoine, il est important de bien s'entendre sur les formes de richesse qu'elles sous-tendent. Il en existe trois : d'abord, le patrimoine immobilier (62 % des Français sont propriétaires d'un ou plusieurs logements). Ensuite, le patrimoine financier (88 % des Français disposent d'un livret d'épargne, 33 % ont au moins un contrat d'assurance-vie et 15 % possèdent des actions). Et, enfin, le patrimoine professionnel (matériels des agriculteurs ou artisans par exemple).

D'un point de vue électoral, la relation entre richesse et vote n'est pas aussi simple et triviale qu'elle n'y paraît. Si l'on ne tient compte que des revenus du travail (salaires), alors l'effet richesse joue un rôle significatif seulement pour les candidats Emmanuel Macron et, dans une moindre mesure, Valérie Pécresse. A l'inverse, dans l'électorat de Jean-Luc Mélenchon et de Yannick Jadot, les revenus du travail n'exercent aucun effet et confirment la faiblesse du vote de classe (défini par le revenu).

### Deux France s'affrontent

Si on élargit la focale de la richesse en intégrant les formes du patrimoine possédées (allant du logement aux actions en passant par l'épargne garantie), un vote entre classes possédantes et classes non possédantes se déploie avec force et révèle que les candidats n'ont pas les mêmes fortunes électorales selon la nature du patrimoine de leurs électeurs. Le résultat le plus marquant concerne le président sortant : les chances de voter Macron passent de 20 % pour les non-possédants à 35 % pour les possédants.

Autre résultat intéressant et contraire à une récente histoire de la droite, il n'existe plus de ressort patrimonial au sein de l'électorat Les Républicains. En 2012 et 2017, Nicolas Sarkozy et François Fillon avaient le vote des classes possédantes et leur discours vis-à-vis de positions fiscales leur garantissait le soutien des Français fortement dotés en patrimoine. Ce n'est plus le cas en 2022 pour M<sup>me</sup> Pécresse.

Du côté de l'électorat de M. Mélenchon et Marine Le Pen, les tendances convergent, avec toutefois une plus forte probabilité des Français sans patrimoine à voter pour la candidate frontiste (19 %) que pour le leader de La France insoumise (13 %). Ces faibles écarts s'expliquent par une forme d'ali-

**CE SONT  
LES POSITIONS PRISES  
EN MATIÈRE DE FISCALITÉ  
SUR L'HÉRITAGE  
QUI PEUVENT  
ENCLANCHER  
UN VOTE PATRIMONIAL**

gnement du patrimoine de leurs électeurs. Parmi celles et ceux déclarant voter Mélenchon, 80 % possèdent un livret d'épargne (contre 79 % pour M<sup>me</sup> Le Pen), 38 % possèdent des contrats d'assurance-vie (contre 41 % pour M<sup>me</sup> Le Pen et 56 % pour M. Macron) et 12 % disposent de valeurs mobilières et actions (contre 14 % pour Marine Le Pen et 28 % pour Emmanuel Macron).

Derrière le terme de patrimoine, une distinction importante doit être opérée entre actifs risqués et non risqués. La distinction oppose des stratégies d'accumulation d'épargne différente, héritée ou non, et surtout un positionnement entre l'Etat et le marché.

Le patrimoine risqué sous-tend l'idée que les individus font confiance au marché pour optimiser le rendement de leurs placements. C'est l'inverse pour les Français choisissant avant tout d'accumuler une épargne dont le rendement est garanti par l'Etat (Livret A, par exemple). En tenant compte de ce choix économique finalement très politisé, les Français avec patrimoine risqué sont 33 % à envisager de voter Macron, 12 % Pécresse, 12 % Zemmour et 9 % Le Pen. De l'autre côté, les Français avec seulement du patrimoine non risqué n'ont pas de préférence dominante pour un candidat.

Finalement, et par simplification, deux France s'affrontent dans les urnes. La France des possédants (patrimoine risqué et non risqué) a fait le choix du président sortant à 33 % (contre 11 % pour Marine Le Pen). La France des non-possédants (aucune forme de patrimoine) met en tête Marine Le Pen à 22 % (contre 14 % pour Emmanuel Macron).

Comment de telles différences sont-elles prises en compte dans la campagne présidentielle ? Au-delà de la question du pouvoir d'achat, ce sont bien les positions prises par les candidats en matière de fiscalité sur l'héritage qui peuvent enclencher un vote patrimonial.

La proposition du président sortant d'augmenter légèrement l'abattement à 150 000 euros n'est pas éloignée des autres candidats de droite et d'extrême droite. Si une telle position est alignée avec la structure du patrimoine de son électorat, elle étonne davantage pour la candidate du Rassemblement national, qui dispose plutôt d'un vivier d'électeurs non possédants. Ce qui sous-entend que Marine Le Pen n'a pas encore totalement engagé sa mue sociale auprès des Français les plus touchés par les inégalités à la naissance et semble, elle aussi, vouloir maintenir une société des héritiers. ■

**MARTIAL FOUCAULT  
(PROFESSEUR À SCIENCES PO  
ET DIRECTEUR DU CEVIPOF)**

## Pourquoi Marine Le Pen prend l'avantage sur Eric Zemmour

La candidate du RN, qui a compris l'enjeu du pouvoir d'achat, compte 17,5 % d'intentions de vote, contre 11,5 % pour Eric Zemmour

En octobre 2021, alors qu'il fait encore planer le doute sur sa candidature, Eric Zemmour réalise une percée fulgurante dans les enquêtes d'intentions de vote, passant de 8 % à 16 % et faisant jeu égal avec Marine Le Pen. Le 30 novembre, il se déclare candidat et, malgré une légère érosion en janvier, maintient toujours sous pression la candidate du Rassemblement national (RN), qui reprend l'avantage en février mais ne la distance que de 1 ou 2 points. Depuis fin février, la baisse est continue et cette fois-ci, M<sup>me</sup> Le Pen semble bien avoir repris le leadership : 17,5 % d'intentions de vote en sa faveur, contre 11,5 %. Que s'est-il passé ?

Il faut tout d'abord bien comprendre que c'est très massivement entre M<sup>me</sup> Le Pen et M. Zemmour que se jouent les porosités, et non pas entre ce dernier et Valérie Pécresse. En décembre 2021, 52 % des électeurs de François Fillon de 2017 déclaraient vouloir voter pour Valérie Pécresse, 24 % pour Emmanuel Macron, 17 % pour Eric Zemmour. Aujourd'hui, ces électeurs sont 36 % à choisir la candidate LR (-16 points) et 35 % M. Macron (+9 points).

S'agissant d'Eric Zemmour, le chiffre est quasi stable : 17 % en décembre 2021, 16 % aujourd'hui. Le candidat d'extrême droite capte donc une partie certes non négligeable de l'électorat de François Fillon, mais son effraction majeure se fait ailleurs, principalement dans le nid de Marine Le Pen : en décembre, celle-ci ne mo-

bilisait que 55 % de ses électeurs de 2017, 31 % allant sur Eric Zemmour.

Fin mars, ce ratio est de 65 % contre 21 %, soit 10 points de moins pour Zemmour. C'est là que s'est jouée la bataille. Les porosités entre ces électorats se mesurent également bien dans les seconds choix des électeurs : 57 % des hésitants d'Eric Zemmour hésitent avec Marine Le Pen, 11 % seulement avec Valérie Pécresse. Et 37 % des hésitants de Le Pen le font avec Zemmour. Enfin, lors des deux dernières vagues de notre panel, l'analyse des changeurs confirme que les gains de Marine Le Pen se sont faits en reprenant 2 points d'électeurs partis chez Zemmour.

### Moins de rejet

Trois éléments déterminants ont joué dans ce bras de fer non achevé mais qui tourne à l'avantage de Le Pen. La bataille de l'image. Elle est spectaculaire, puisque sur la plupart des items, Marine Le Pen n'a cessé d'améliorer la sienne tandis que Zemmour l'a, le plus souvent, détériorée. Les écarts se sont donc considérablement creusés.

Ainsi, d'octobre à mars, sur la stature présidentielle, Le Pen passe de 30 % à 39 %, Zemmour stagne à 20 % et 21 %. Soit un écart de 18 points. Sur la capacité à bien comprendre les problèmes des Français, la première progresse de 7 points, de 39 % à 46 %, tandis que le second perd 1 point, de 30 % à 29 % (écart de 17 points).

Mais c'est surtout sur la puissance du rejet que se joue cette bataille : en octobre, 56 % des Fran-

çais déclarent que Le Pen les inquiète, 57 % Zemmour. Cinq mois plus tard, la première a atténué cette dimension de 5 points, la ramenant à 51 %, tandis que le second l'a augmenté de 8 points, à 65 %. Un écart de 16 points contre 1 initialement. Enfin, sur une dimension totalement personnelle, 65 % des Français déclarent éprouver de l'antipathie pour Zemmour, 50 % pour Le Pen. Pourquoi est-ce important ? Parce que 64 % des sondés déclarent qu'ils ne voteront « en aucun cas » pour Zemmour contre 50 % s'agissant de Le Pen.

Surtout, c'est au sein de leurs électorats respectifs que cette hostilité à Zemmour se paye cash : 36 % des électeurs de Le Pen éprouvent de l'antipathie à l'égard de Zemmour et 35 % ne voteront « en aucun cas » pour lui, contre 8 % des électeurs de Zemmour qui ne voteront en aucun cas Le Pen. Susciter une hostilité toujours plus grande chez les Français mais surtout, dans le camp que l'on cherche à rallier, est bien la marque d'une campagne ratée.

Le deuxième point de bascule pour Eric Zemmour est l'Ukraine. Ces deux candidats étaient sur la même ligne de départ, après avoir pendant des années célébré Vladimir Poutine et fait de l'OTAN le principal responsable des tensions. Mais Marine Le Pen tranche très vite sur la question de l'accueil des réfugiés et son intuition est la bonne, puisque 85 % des Français y sont favorables et 74 % de ses électeurs, tandis que Zemmour, tout

entier épris de considérations identitaires, tergiverse sans voir que 65 % de ses propres électeurs y sont également favorables.

Enfin, et c'est là le troisième nœud du combat qui les oppose, Eric Zemmour ne prend pas la mesure de l'enjeu grandissant du pouvoir d'achat. 69 % des électeurs de Marine Le Pen font de cette question ce qui comptera le plus dans leur choix de vote, loin devant, et c'est inédit, l'immigration (54 %) et la délinquance (27 %).

Pour continuer à piller cet électorat, il fallait ne pas rater un tel phénomène. Or, Eric Zemmour reste arc-bouté sur ce qui constitue le cœur de son électorat, dont 73 % continuent à faire de l'immigration le moteur de leur vote, 47 % le pouvoir d'achat et 45 % la délinquance. Il y a certes là une cohérence, mais sur un marqueur en baisse depuis six mois.

Qu'est-ce qui unit ces trois points de bascule ? La rigidité. Eric Zemmour a progressivement donné le sentiment aux Français d'être un personnage enfermé dans une grille de lecture du monde non seulement figée dans le passé – il existe un électorat pour cela –, mais surtout incapable de prendre en compte les soubresauts du présent, alors même que des crises, de nature différente de la crise identitaire, se multiplient. Il est logique qu'ils le trouvent inquiétant... même s'il conserve un socle électoral. ■

**BRICE TEINTURIER  
(DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DÉLÉGUÉ D'IPSO)**

## Sociologie de l'électorat d'Emmanuel Macron

La dynamique du président candidat est à la baisse dans les intentions de vote mais il reste l'hyperfavori du scrutin. Comme en 2017, il attire à lui la « France qui va bien »

Les pronostics des Français sont sans la moindre équivoque : pour 72 % d'entre eux, Emmanuel Macron devrait être réélu le 24 avril – devenant ainsi le premier président de la République réélu au suffrage universel direct sans traverser une période de cohabitation. Les jeux semblent tellement faits que cette absence de suspense constitue le motif le plus avancé par les abstentionnistes pour expliquer leur choix, après l'absence de nouveauté des propositions.

Au-delà, le niveau des intentions de vote en faveur du président sortant conforte ce pronostic. Au premier tour, avec 28 %, il progresserait de 4 points par rapport à 2017 – alors que Valéry Giscard d'Estaing en 1981, Jacques Chirac en 2002 ou Nicolas Sarkozy en 2012 ont connu au mieux une stabilité, au pire un recul par rapport au score de leur première candidature. Avec 77 % d'électeurs déclarant que leur choix est « définitif », il dispose du socle le plus solide. Et au second tour, Emmanuel Macron est non seulement toujours donné gagnant mais, mieux encore, avec des écarts au minimum supérieurs à 14 points.

Le statut d'hyperfavori d'Emmanuel Macron s'explique enfin par son image – ou, pour être

plus précis, par son image relativement à celles des autres candidats. S'agissant de la gestion de la guerre en Ukraine, une majorité de Français (64 %) lui fait confiance et, surtout, lui fait bien davantage confiance qu'à n'importe quel autre candidat. Et s'agissant des principaux traits d'image, c'est lui toujours qui, de loin, a le plus « l'étoffe d'un président de la République » mais est aussi le plus « sympathique ».

### 70 % satisfaits de leur vie

Au fond, la principale force d'Emmanuel Macron vient de la cohérence entre le candidat, ses électeurs et le moment politique. Le candidat ? Les Français sont 10 % à le positionner à gauche et 57 % à droite – son positionnement moyen était à 6,2/10 en octobre 2021, proche de celui des Français qui est aujourd'hui à 5,7/10 (0 signifiant « très à gauche » et 10 « très à droite »). Des mesures présentées dans son programme, ils n'ont mémorisé que celles qui étaient les plus marquées à droite – notamment le recul à 65 ans de l'âge de la retraite et la conditionnalité du RSA.

Quant à ses électeurs, il n'y a guère de surprises. Psychologiquement, ils appartiennent à la France qui va bien : 70 % sont satisfaits de leur vie – tel n'est le cas

que pour moins de 40 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, Eric Zemmour ou Marine Le Pen. Sociologiquement, ils sont plus vieux que jeunes (35 % chez les plus de 70 ans, contre 25 % chez les 18-24 ans), plus riches que pauvres (38 % chez les revenus supérieurs à 5 000 euros, contre 18 % chez ceux qui gagnent moins de 1 250 euros), plus cadres supérieurs (35 %) qu'ouvriers (16 %) et plus propriétaires (31 %) que locataires (21 %).

Politiquement, enfin, il faut distinguer le macronisme d'origine – il compte à peu près autant d'anciens électeurs de François Hollande que de Nicolas Sarkozy – et le macronisme de destination – lorsque l'on regarde la composition de son électorat, 17 % s'auto-positionnent à gauche et 56 % à droite. De manière étonnante, les intentions de vote des électeurs de François Fillon de 2017 se portaient deux fois plus sur Valérie Pécresse que sur Emmanuel Macron en décembre 2021 et se répartissent à égalité entre eux aujourd'hui.

Et pourtant, la marche triomphale qui s'esquissait il y a quinze jours semble plus chaotique et la campagne d'Emmanuel Macron laisse une drôle d'impression. Si chacun peut en comprendre les raisons, Emmanuel Macron

donne le sentiment de ne pas réellement faire campagne – Charles de Gaulle lui-même avait payé une telle attitude en 1965. Son programme s'inscrit plus dans la continuité que dans le changement, s'ancre plus à droite qu'à gauche et additionne davantage des propositions qu'il ne dessine une ambition – les équilibres de 2017 se sont modifiés et l'élan s'est éteint.

Surtout, au-delà de ces impressions subjectives, les données témoignent de ce que la dynamique est à la baisse : l'écart avec Marine Le Pen, qui était de 16 points le 3 mars, s'est réduit à 10 points. Dans l'opinion, Marine Le Pen apparaît aujourd'hui quasiment aussi sympathique qu'Emmanuel Macron et, en centrant sa campagne électorale sur le pouvoir d'achat – préoccupation écrasante des Français –, est, de loin, la candidate dont les Français considèrent qu'elle « comprend les problèmes des gens comme eux ».

A ce stade, c'est sans doute davantage l'élan que l'issue du scrutin qui est en jeu. Il n'empêche. Ce n'est pas encore un doute. Tout juste une ombre. Mais déjà l'ombre d'un doute. ■

**GILLES FINCHELSTEIN  
(DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE LA FONDATION JEAN JAURÈS)**